



Jeudi 11 Juin 2009

Edition Abonnés - Seine-Saint-Denis**Grand Paris****Les maires veulent se faire entendre**

ILS Y SONT ARRIVÉS. De gauche ou de droite, élus de villes riches ou de quartiers sensibles, de Paris ou de grande banlieue : hier à Clichy-sous-Bois, 93 villes, départements, communautés d'agglomération ainsi que la région Ile-de-France ont officiellement créé Paris Métropole. Une première en Ile-de-France, habituellement déchirée entre grands élus recroquevillés sur leur baronnie. Une sorte de « Grand Paris » des élus locaux, initié par le maire (PS) de Paris Bertrand Delanoë, qui a pour ambition de réfléchir sur les grands problèmes du coeur de l'agglomération.

« On innove, on essaie de faire de la politique autrement, par-delà nos différences »

Son président, le député-maire PS de Cachan (Val-de-Marne) Jean-Yves Le Bouillonnet, a été élu hier pour un an avec des vice-présidents. La présidence tournante reviendra l'an

prochain à un élu de droite, malgré un penchant très à gauche de Paris Métropole (plus de 87 % des collectivités). « On innove, on essaie de faire de la politique autrement, par-delà nos différences », veut croire Pierre Mansat, adjoint (PC) au maire de Paris et cheville ouvrière de Paris Métropole, issu de la conférence métropolitaine lancée en 2006.

Premier objectif du syndicat mixte d'études : élaborer une proposition commune face au projet d'aménagement du Grand Paris lancé fin avril par Nicolas Sarkozy. Avec trois priorités : logement, transport et solidarité financière. Une prochaine réunion en juillet portera sur les transports. Concrètement ? « Il faudrait des réalisations dans les deux ans », estime Claude Bartolone, président (PS) du conseil général du 93. « Si on arrive à un corpus de propositions sur les grands thèmes, fin 2010, on aura réussi le pari », juge Philippe Laurent, maire (DVD

sans étiquette) de Sceaux.

Malgré tout, dès hier, des fractures sont apparues au sein de cet apparent consensus, quand certains élus comme Stéphane Gatigon, le maire (PC) de Sevrans a souhaité priver de « droit de cité dans Paris Métropole » les communes ne respectant pas les 20 % de logements sociaux. Le maire de Sevrans estime aussi que ce syndicat - « qui aurait dû exister depuis cinq ans » - ne va pas assez loin, notamment parce qu'il ne se dote pas d'un « gouvernement » permettant de savoir qui va prendre les décisions et les administrer. L'approche des régionales de 2010 risque de créer à partir de la rentrée une zone de fortes turbulences et sera peut-être le vrai test pour Paris Métropole.

Sébastien Ramnoux et Carole Sterlé